

**Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications
Electroniques et des Postes relative à la réutilisation de la bande 900 MHz pour les
réseaux mobiles de troisième génération et sur les besoins futurs en fréquences
dans les départements et collectivités d'outre-mer**

CONTRIBUTION DE LA SOCIETE MEDIASERV

Le 30 septembre 2010

Le 28 juillet 2010, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après « ARCEP ») a publié une consultation publique relative à la réutilisation de la bande 900 MHz pour les réseaux mobiles de troisième génération et sur les besoins futurs en fréquences dans les départements et collectivités d'outre-mer.

La compétence de l'ARCEP

La présente consultation publique s'inscrit d'une part, dans le prolongement de la demande des opérateurs, y compris MEDIASERV, de pouvoir bénéficier de la bande fréquences 900 MHz pour le déploiement d'un réseau mobile et d'autre part, dans la droite ligne de la compétence reconnue par le Conseil d'Etat à l'ARCEP dans son arrêt du 2 avril 2010¹.

En effet, le Conseil d'Etat dispose dans un considérant de principe que : « [...] *si l'ARCEP délivre les autorisations d'utilisations fréquences hertziennes dans les conditions prévues par les articles L.42-1 et L.42-2 du code des postes et communications électroniques, ces dispositions ne font pas obstacle à ce que l'Autorité use du pouvoir qu'elle tire des articles L.36-6 et L.36-7 du même code pour imposer à certains opérateurs disposant d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 MHz ou 1800 MHz, exploitées en norme 2G, ainsi que dans la bande 2100 MHz, exploitée en norme 3G, de permettre aux nouveaux opérateurs qui ne disposent d'autorisations d'utilisation des fréquences que dans cette dernière bande d'utiliser les fréquences exploitées en norme 2G dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz [...]* ».

L'ARCEP dispose ainsi de la compétence de modifier à tout moment, et pas seulement à l'occasion du renouvellement d'une licence, les autorisations attribuées à chaque opérateur ainsi que les cahiers de charge y afférents.

La rétrocession de fréquences mise en œuvre par l'ARCEP pour permettre l'entrée sur le marché d'un quatrième opérateur 3G avait d'ailleurs été validée par l'arrêt du Conseil d'Etat du 27 avril 2009².

En effet, la décision d'attribution de fréquences prise par l'ARCEP et faisant l'objet d'une demande d'annulation prévoyait la rétrocession des fréquences 900 MHz déjà attribuées aux trois opérateurs métropolitains pour faciliter l'entrée d'un nouvel entrant en 3G.

¹ Conseil d'Etat, 2 avril 2010, 2^{ème} et 7^{ème} sous-sections réunies, société MEDIASERV, req. n° 319816

² Conseil d'Etat, 2^{ème} et 7^{ème} sous-sections réunies, 27 avril 2009, Société BOUYGUES TÉLÉCOM, req. n° 312741

Or, l'ARCEP a été confortée dans cette volonté de favoriser la concurrence en métropole par l'arrêt du Conseil d'Etat qui a rejeté les arguments techniques et calendaires avancés par BOUYGUES TELECOM en insistant sur la nécessité de favoriser l'entrée d'un quatrième opérateur mobile.

C'est donc dans ce cadre juridique, tel que précisé par le Conseil d'Etat, que s'inscrit la démarche légitime de l'ARCEP de répondre aux besoins des opérateurs déjà présents ou nouveaux entrants sur le marché de la téléphonie mobile en outre-mer.

Le caractère indispensable des fréquences de bande 900 MHz

MEDIASERV se félicite de l'analyse approfondie des attributions de fréquences initiée par l'ARCEP et souhaite que cette analyse tienne pleinement compte des véritables besoins des opérateurs, notamment nouveaux entrants, sur le marché de la téléphonie mobile.

MEDIASERV constate que, concernant la Guadeloupe, la Martinique et La Réunion (trois des quatre départements d'outre-mer sur lesquels MEDIASERV est active et qui représentent 90% de la population d'outre-mer), l'ensemble des fréquences mobiles GSM dans la bande 900 MHz a été attribué ce qui signifie qu'aucune fréquence GSM 900 MHz utilisable pour la 3G n'est plus disponible pour les nouveaux entrants sur ces territoires.

En effet, la disponibilité de canaux dans la bande 1800 MHz (dont fait état l'ARCEP dans le tableau « *Attributions de fréquences dans les départements et collectivités d'outre-mer* » annexé à la consultation publique) ne saurait constituer en soi une solution satisfaisante pour un opérateur dans la mesure où les fréquences de la bande 1800 MHz sont des fréquences moins efficaces que celles de la bande 900 MHz en termes de propagation.

Le fait que des fréquences plus élevées soient moins efficaces pour couvrir un territoire est précisément ce qui a amené l'ARCEP à décider de procéder à la rétrocession de certaines fréquences 900 MHz au nouvel entrant 3G en métropole. Cette décision était motivée par le constat selon lequel, si le nouvel entrant avait été cantonné à des fréquences proches de la bande 2,1 GHz, couvrir la métropole aurait été substantiellement plus coûteux pour lui.

A titre d'illustration, l'opérateur finlandais Elisa, qui était le premier à faire de la 3G dans la bande 900 MHz (depuis fin 2007) estime qu'il faut investir trois fois moins pour couvrir un territoire donné, selon que l'on utilise des fréquences de la bande 900 ou 2100 MHz³. Or, les règles de propagation en bande 2100 MHz sont proches de celles de la bande 1800 MHz.

Dans le même esprit, on peut d'ailleurs se reporter à l'historique de la téléphonie mobile en métropole. France Télécom et SFR ont reçu initialement des autorisations dans la bande 900 MHz et Bouygues Télécom dans la bande 1800 MHz. Il est rapidement apparu que cette situation n'était pas équitable : Bouygues Télécom disposait de fréquences permettant une plus forte densité de trafic mais une moins bonne couverture, alors que ses concurrents disposaient de fréquences aux mérites inverses. C'est pourquoi Bouygues Télécom s'est vu allouer des fréquences 900 MHz à partir de 1999 et Orange et SFR se sont quant à eux vus attribuer des fréquences 1800 MHz.

Il n'y a aucune raison pour que la même logique ne s'applique pas outre-mer : dans un souci d'équité concurrentielle, tous les opérateurs doivent pouvoir disposer de fréquences 900 et 1800 MHz. Comme le montre l'évolution des attributions de fréquences de Bouygues Télécom, des fréquences 1800 MHz ne suffisent pas, dès lors que l'opérateur souhaite offrir une couverture étendue, ce qui correspond à la fois à la nécessité commerciale de tout service mobile et aux souhaits des pouvoirs publics et des populations. La nécessité commerciale est d'ailleurs accentuée dans les départements d'outre-mer étant donné qu'aucun opérateur ne sera en mesure de lancer son service sur un département donné si l'ensemble du département n'est pas couvert de manière comparable à la couverture des autres opérateurs présents.

Le recours inopportun aux fréquences de la bande 800 MHz

Afin de satisfaire ce besoin incontesté pour un opérateur de disposer de fréquences dans les fréquences basses, l'ARCEP envisage une procédure d'attribution de la bande 800 MHz.

Or, comme l'indique l'ARCEP elle-même, « *En ce qui concerne les départements et les collectivités d'outre-mer, les travaux relatifs à l'introduction de la diffusion numérique de la télévision hertzienne et à l'arrêt de la diffusion analogique sont actuellement menés par les pouvoirs publics. [...] un schéma de réutilisation des fréquences libérées par l'arrêt de l'analogique (dividende numérique) sera appelé à être défini [...]* ».

³ Communiqué du 8 novembre 2007 : « UMTS900, which uses a frequency of 900 megahertz, makes it possible to build 3G networks profitably outside densely populated areas. The costs of building a UMTS900 network can be only one-third of the present costs ».

L'ARCEP indique également que, même en ce qui concerne la métropole, cette bande ne sera affectée au service mobile qu'à compter du 1^{er} décembre 2011 et qu'un appel à candidatures pour l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences pour le déploiement de réseaux mobiles dans la bande 800 MHz est en cours de préparation à l'ARCEP.

Ainsi, la bande de fréquences vers laquelle l'ARCEP souhaite orienter les opérateurs nouveaux entrants n'est non seulement pas disponible dans l'immédiat et ne le sera pas même dans un avenir proche.

De surcroît, aucun déploiement n'est encore intervenu sur cette bande de fréquences ce qui accroît d'autant les risques que sera amené à prendre l'opérateur nouvel entrant.

Il existe de surcroît une problématique de compatibilité des équipements actuellement disponibles sur le marché.

En effet, compte tenu du calendrier de standardisation de la bande 800 MHz, il existe un risque sur les plannings et la disponibilité des équipements à un coût raisonnable à court terme. A moyen terme, il ne sera pas possible à un opérateur de sécuriser la fourniture des équipements réseau et terminaux dans des conditions satisfaisantes pour une exploitation de la bande 800 MHz en 3G.

Il appartient à l'ARCEP de veiller à favoriser l'entrée sur le marché de nouveaux opérateurs, ce que la promesse de fréquences qui ne seront pas disponibles avant longtemps ne nous semble pas être de nature à permettre.

En effet, si l'ARCEP était amenée à confirmer ses orientations en la matière, elle ne remplirait pas les objectifs qui lui sont assignés par l'article L.32-1 II du Code des postes et des communications électroniques qui dispose que l'ARCEP veille :

« [...] 2° A l'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale entre les exploitants de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques [...] ;

11° A l'utilisation et à la gestion efficace des fréquences radioélectriques et des ressources de numérotation [...] ».

En effet, en créant un contexte d'incertitude tant calendaire que technique quant au déploiement de réseau 3G sur les fréquences basses nécessaires à chaque opérateur mobile, l'ARCEP accroît de manière injustifiée les risques encourus par un opérateur nouvel entrant qui doit déjà faire face à la concurrence des opérateurs présents sur le marché de long date.

La différence de traitement entre métropole et l'outre-mer est à cet égard saisissante puisque, comme cela a été rappelé précédemment, l'ARCEP a procédé à la rétrocession des fréquences de la bande 900 MHz pour permettre l'entrée sur le marché d'un quatrième opérateur mobile dans des conditions équivalentes à ses concurrents.

Il est essentiel que l'ARCEP veille de la même manière à attribuer de manière équitable les fréquences de la bande 900 MHz entre les opérateurs présents et les nouveaux entrants en outre-mer.

En conclusion, MEDIASERV souhaite que soient libérées des fréquences dans la bande 900 MHz afin que celles-ci puissent être allouées aux acteurs nouveaux entrants qui souhaiteraient déployer un réseau 3G dans les trois départements d'outre-mer les plus peuplés.

L'efficacité économique et commerciale ainsi que l'égalité concurrentielle supposent en effet que tous les opérateurs puissent disposer simultanément de fréquences dans la bande 900 MHz et dans la bande 1800 MHz.

MEDIASERV se tient bien entendu à la disposition des services de l'ARCEP pour lui communiquer toute information complémentaire en relation avec les arguments développés dans cette contribution.

Pointe-à-Pitre, le 30 septembre 2010.



Ehsan EMAMI
Président